



**Nathalie Hilmi**, économiste du centre scientifique de Monaco, a participé aux travaux du rapport du Giec sur les océans et la cryosphère. Pour elle, les solutions qui existent ne pourront être mises en œuvre qu'au prix d'une prise de conscience globale.

## On commence à sentir vraiment le danger

### Comment ce nouveau rapport du Giec a-t-il été reçu ?

Entre la cryosphère et les océans, on touche 90 % de la population. Du coup les gouvernements se sentent plus concernés, les gens aussi. Énormément de population vit au bord des côtes, des grandes villes comme Tokyo, New York sont au bord de l'eau... On commence à sentir vraiment le danger. C'est cela que le rapport voulait apporter, ce côté : « On agit maintenant. Il faut le faire, il ne faut plus attendre ». Si nous n'agissons pas maintenant, les coûts plus tard seront beaucoup plus importants puisque les risques sont de plus en plus élevés avec le temps. On ne veut plus seulement dire : « La planète est en danger », et juste constater. Ce rapport parle de mesures de gouvernance, d'adaptation, il propose des choses.

### Que préconise-t-il avant tout ?

Réduire les émissions de CO<sub>2</sub> est la meilleure chose à faire. Pour cela, il faut mettre en œuvre la transition énergétique, la diversification économique. Le rapport parle des énergies renouvelables liées à la mer, y compris le biofuel réalisé à partir de microalgues. Il faut aussi changer nos habitudes, nos consommations alimentaires, en eau, en électricité, en transports...

### Quelles solutions pour atténuer les impacts déjà enclenchés ?

Pour le milieu marin, le plus important est de mettre en place des aires marines protégées pour préserver les écosystèmes et les espèces. Cela permettra aussi, dans certaines régions, en développant les mangroves ou les marais notamment, de capturer le carbone. À l'inverse, économiquement, il peut s'avérer rentable de construire des



infrastructures de défense contre la mer pour de grandes mégapoles. Mais il faut se demander si cela se défend sur le plan environnemental et si cela ne risque pas de nuire à la biodiversité.

### Qui sont les premières victimes du changement climatique ?

Dans les tropiques, 500 millions de personnes dépendent d'écosystèmes liés aux récifs coralliens : ils seront forcément gravement touchés, avec des dommages qui seront peut-être permanents. Les États insulaires en développement notamment, s'ils n'arrivent pas à s'en sortir, représentent 65 millions de personnes qui devront émigrer.

**Malgré les rapports et déclarations internationales successives, est-ce que les choses bougent vraiment ?**

On pourrait se dire : « Mais pourquoi ce n'est pas appliqué ? ». Parce que la logique économique est beaucoup plus complexe. S'il y a un pays qui décide d'appliquer des mesures environnementales, cela va se faire aux dépens de ce pays-là si tous les autres ne le suivent pas. Il faut que ce soit une gouvernance mondiale qui prenne ce genre de décision, au niveau des Nations unies ou du G20.

### Que faire pour changer la vision de ceux qui opposent développement économique et développement durable ?

On pourrait changer d'indicateur économique : au lieu de prendre uniquement le produit intérieur brut (PIB) pour mesurer la croissance économique, envisager des indicateurs de développement durable. Ce serait une autre façon de

penser l'économie, de classer les pays et leur niveau de développement, avec un indicateur alternatif qui tiendrait compte davantage des objectifs du développement durable. Du coup, on ne regarderait plus uniquement la quantité des biens qui sont produits, consommés, importés ou exportés.

### Est-ce que c'est quelque chose d'envisageable, ce changement d'unité de mesure ?

Un gouvernement isolé ne pourra pas le faire. Il faut que des grands organismes internationaux comme le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale encouragent les pays à aller vers ces nouveaux indicateurs alternatifs au PIB. Peut-être que cela va venir puisqu'on parle de plus en plus, au niveau des Nations unies, des objectifs de développement durable sur ses trois piliers : économique, environnemental et social. Trouver un indicateur qui arrive à englober ces trois dimensions serait l'idéal.

### Que manque-t-il d'autre pour faire changer les mentalités ?

L'éducation. Le rôle de l'éducation est très important. Pas uniquement celle des politiques mais aussi celle de la population. Elle doit se rendre compte que les conditions environnementales ont changé, qu'il ne faut peut-être pas, par exemple, s'installer trop près des côtes et refaire des commerces qui vont être détruits régulièrement. Les plus concernés sont les jeunes générations puisque c'est la planète qu'on va leur laisser et je crois qu'ils sont de plus en plus au courant des problèmes environnementaux. ■

Propos recueillis par Alexandra TURCAT

